

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 16 au 22 janvier 2025

Les dirigeants du Parti populaire européen (PPE) se sont réunis à Berlin le 18 janvier. Cette réunion a rassemblé une dizaine de chefs d'État et de gouvernement européens, dont les Premiers ministres grec, suédois, irlandais et finlandais, ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola. L'événement a permis de définir les priorités du PPE pour 2025, avec un accent sur l'immigration, la compétitivité économique et la réduction de la bureaucratie européenne. Un document adopté lors de la rencontre propose de réduire les réglementations européennes, notamment en limitant leur portée aux grandes entreprises et en simplifiant les processus pour les petites et moyennes entreprises. Friedrich Merz, président de la CDU et candidat de son parti à la chancellerie, a réaffirmé son engagement européen en appelant à une réforme ambitieuse de l'Union, combinant dérégulation et compétitivité accrue, tout en alignant les objectifs du PPE avec ceux des États membres présents.

Le tribunal administratif supérieur de Saxe a confirmé la classification du parti AfD en Saxe comme « assurément d'extrême droite » par le service de protection de la Constitution. Selon l'analyse du tribunal, il existe des preuves suffisantes que l'AfD poursuit des objectifs contraires à la dignité humaine et au principe démocratique. Des déclarations publiques de membres influents du parti, ainsi que de sa base, suggèrent que l'AfD cherche à discriminer les citoyens allemands d'origine migratoire en leur attribuant un statut juridique inférieur, ce qui constitue une violation du principe d'égalité inscrit dans la Constitution allemande. La classification de l'AfD comme « assurément d'extrême droite » avait été établie par le Verfassungsschutz de Saxe en décembre 2023, permettant ainsi une surveillance renforcée du parti. L'AfD avait tenté, en vain, de faire annuler cette mesure par la justice.

À Davos en Suisse, l'Allemagne et la Chine plaident pour le libre-échange face à Trump. Au lendemain du discours d'investiture de Donald Trump, marquant son intention de relever les droits de douane, le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le vice-Premier ministre chinois, Ding Xuexiang, ont appelé à soutenir le libre-échange. Olaf Scholz, en campagne pour les prochaines élections, a insisté sur l'importance du libre-échange, qualifié de « fondement de la prospérité », et a répondu aux annonces de Trump concernant les taxes sur les importations américaines. Friedrich Merz s'est également rendu à Davos, où il a présenté son programme pour l'Allemagne. Son message principal était clair : l'Allemagne doit renouer avec le succès, surtout sur le plan économique et industriel. Il a notamment déclaré : « l'industrie représente un quart de notre économie - elle en est la colonne vertébrale. Nous devons tout faire pour la protéger et la renforcer. »

Une campagne de désinformation prorusse cible les partis politiques allemands en pleine campagne électorale. Cette opération *Doppelgänger* (double maléfique), s'appuie sur des comptes fictifs sur les réseaux sociaux, notamment sur la plateforme X, pour diffuser des messages favorables aux intérêts du Kremlin et critiques envers certains partis politiques. Les publications, souvent accompagnées de faux liens vers des articles imitant des médias établis, comme le Spiegel ou le Süddeutsche Zeitung, abordent des sujets sensibles, tels que la crise économique, la politique énergétique et le soutien à l'Ukraine. Alors que les partis comme les Verts, la CDU et la SPD sont régulièrement malmenés par ces publications, l'AfD n'est que très rarement mentionnée, ou alors en des termes élogieux. Face à cette menace, la ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, appelle à une collaboration renforcée avec les plateformes en ligne pour supprimer rapidement les contenus manipulateurs et prévenir toute tentative de déstabilisation à l'approche des élections.

Le gouvernement ukrainien intensifie ses efforts pour encourager le retour des réfugiés vivant en Allemagne. À cet effet, des centres d'unité seront créés, à commencer par Berlin, afin de soutenir les réfugiés dans leur recherche d'emploi, de logement et d'offres éducatives pour les plus jeunes. Le ministre ukrainien de l'Unité nationale, Oleksij Tschernyschow, a souligné que de nombreux Ukrainiens envisagent sérieusement de rentrer au pays. Ceux qui travaillent dans des secteurs stratégiques, comme la production d'armement, l'énergie ou la reconstruction, seront exemptés de service militaire. Depuis l'invasion russe en 2022, plus de 1,1 million d'Ukrainiens ont trouvé refuge en Allemagne, tandis que la population dans les territoires contrôlés par Kiev est tombée à 32 millions, contre 52 millions lors de l'indépendance en 1991. Le gouvernement estime que 20 à 25 millions d'Ukrainiens vivent à l'étranger.



PARLEMENT, PARTIS, PERSONNES

Une note confidentielle de l'ambassadeur allemand aux Etats-Unis, **Andreas Michaelis**, destinée à rester confidentielle, a été divulguée aux médias dimanche 19 janvier, provoquant des remous à Berlin.

Le document, adressé à la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock et publié par le quotidien Bild, critique vivement le président élu Donald Trump, à la veille de son investiture. Michaelis y exprime ses inquiétudes face à une éventuelle concentration excessive des pouvoirs présidentiels au détriment du Congrès et des États fédérés. Il met également en garde contre les « projets de vengeance » de Trump et sa volonté de redéfinir l'ordre constitutionnel américain, tout en évoquant l'intégration des géants de la tech dans le processus gouvernemental.

Alors que Baerbock a confirmé l'authenticité du document, tout en minimisant son impact, des critiques ont émergé, notamment de Friedrich Merz, qui condamne cette divulgation comme nuisible aux relations germano-américaines.



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

41

Le comité électoral fédéral allemand a annoncé que 41 partis sont autorisés à participer aux législatives du 23 février prochain. Cette décision a été prise après une réunion publique de deux jours. Ces partis remplissent les critères formels pour se présenter. Cependant, ce nombre est inférieur à celui de l'élection de 2021, où 53 partis avaient été initialement approuvés pour participer. Il reste cependant une étape supplémentaire à franchir avant de pouvoir participer, en l'occurrence, ils doivent recueillir des signatures de soutien pour leurs listes électorales, à moins d'être déjà représentés par au moins cinq députés au Bundestag ou dans un parlement régional. C'est le cas de tous les partis suivants : la SPD, la CDU, les Verts, le FDP, l'AfD, la CSU, Die Linke, Bündnis Deutschland, le BSW et les Freien Wähler.